

Tensions entre Madrid et Bruxelles sur la Catalogne

Les tensions entre l'Espagne et la Belgique sont montées d'un cran hier. Charles Michel nie toute crise entre les deux pays, mais il maintient ses propos et condamne les violences policières.

DOSSIER

VINCENT GEORIS

Officieusement, il ne s'agit pas d'une crise. «*Il n'y a aucun incident, aucune crise, il y a une dramatisation médiatique sur base de propos que je maintiens et que j'assume*», a dit hier le Premier ministre Charles Michel lors du sommet européen. «*L'Espagne est un pays ami, nous avons toujours plaidé pour un dialogue, pour le respect de l'ordre national et international, de l'état de droit*».

En coulisse, c'est moins clair. Sans parler de crise ouverte, les tensions sont bien réelles. C'est un secret de polichinelle, la Belgique est un des rares pays européen à ne pas apporter son soutien à l'Espagne. Berlin, Paris et Londres ont, depuis longtemps, pris position en faveur de Madrid. Les trois «grands» ne veulent pas voir leurs propres régions ou

länder pris de vapeurs indépendantistes.

Tiraillé entre les libéraux francophones et l'aile nationaliste incarnée par la N-VA, l'exécutif belge adopte une posture plus nuancée avec de légers dérapages. Le secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration Theo Francken n'a pas hésité à qualifier d'«*anti-démocratique*» la réaction policière de Madrid.

Cette zone grise n'est pas sans conséquences. Depuis un certain temps, des sources font état de tensions entre Madrid et Bruxelles causées par ces déclarations (voir L'Echo du 10 octobre 2017).

Jeudi, le bras de fer a pris de l'ampleur. Les quotidiens néerlandophones Het Laatste Nieuws et De Morgen ont révélé un échange d'e-mails entre l'ambassadeur de Belgique en Espagne et Jorge Moragas, le directeur de cabinet du Premier ministre espagnol Mariano Rajoy. Dans ces messages, l'Espagnol menace de retirer le soutien de son pays à la candidature de la commissaire générale de la Police fédérale Ca-

therine De Bolle à la tête d'Europol, un poste libre dans six mois.

En cause? Les propos de Charles Michel dans une interview au journal Le Soir où il condamne les violences de la police espagnole lors du référendum du 1^{er} octobre.

Hier, au sommet européen, les deux Premiers ministres étaient assis l'un à côté de l'autre. Ils ont eu l'occasion de s'expliquer de manière informelle.

«Des fuites»

Côté espagnol, on ne parle pas de crise. Il n'est pas question de représailles contre la Belgique, ni de plaintes. Tout au plus Madrid reconnaît-il certains «commentaires» spontanés dans les cercles diplomatiques. Pour l'ambassadrice d'Espagne en Belgique, Cecilia Yuste Rojas, il est hors de question de commenter ces informations «basées sur des fuites».

La presse espagnole relayait largement ces tensions, tout en soulignant la «nature complexe» du gouvernement belge.

«Il n'y a aucun incident, aucune crise, il y a une dramatisation médiatique sur base de propos que je maintiens et que j'assume.»

CHARLES MICHEL
PREMIER MINISTRE BELGE

BOURSE

UN «NANOPHÉNOMÈNE»

Le regain de tensions entre le gouvernement de Mariano Rajoy et la Catalogne inquiète quelque peu les investisseurs. **L'ibex 35, l'indice phare de la Bourse de Madrid, a brusquement décroché d'1%** à l'expiration de l'ultimatum lancé par le gouvernement et son annonce quelques minutes plus tard d'activer samedi l'article 155 de la Constitu-

tion. «*L'indice espagnol a essuyé une plus forte baisse que ses voisins, mais il faut reconnaître que tous les indices européens ont évolué dans le rouge*», relativise Bernard Keppenne, économiste en chef de CBC Banque. L'ibex 35 a d'ailleurs réduit ses pertes au fil de la séance. L'économiste pointe aussi la réaction de l'euro, qui après un bref passage dans le rouge, a repris sa trajectoire au-dessus de 1,18 dollar. Une situation observée également sur le marché obligataire. Le taux d'intérêt espagnol à 10 ans a réagi fortement avant de retrouver son point d'équilibre dans l'après-midi. Selon Bernard Keppenne, **ce «nanophénomène» s'explique par le contexte économique favorable**. «*En fait, le marché a l'impression d'assister à des joutes verbales, auxquelles il accorde peu d'importance*». Notons toutefois une nervosité accrue des investisseurs européens, déjà préoccupés par **les négociations tendues sur le Brexit et les doutes sur la croissance chinoise**. Les indices mesurant la volatilité ont ainsi grimpé de plus de 12% pour celui du Euro Stoxx 50, tandis que son homologue américain a pris près de 5%. Autre signe d'aversion au risque, les valeurs dites «de refuge» ont été plébiscitées ce jeudi. L'or a gagné 0,49%, effaçant une grande partie de ses pertes de la semaine. **J.G.**

IBEX 35 (MADRID)



Madrid va utiliser l'arme ultime pour bloquer les indépendantistes

Le gouvernement espagnol se réunit samedi pour décider des mesures d'intervention en Catalogne. Le recours à l'article 155 risque de galvaniser les indépendantistes.

VINCENT GEORIS

Jeudi matin à 10h, le président catalan Carles Puigdemont n'avait pas renoncé à la déclaration d'indépendance prononcée, et aussitôt suspendue, le mardi 10 octobre dernier. Le gouvernement espagnol se réunira donc samedi pour aller de l'avant dans la suspension totale ou partielle de l'autonomie de la Catalogne.

L'article 155 de la Constitution, déclenché la semaine dernière par le Premier ministre Mariano Rajoy, autorise Madrid à prendre le contrôle de la région.

Jusqu'à quel point? Tout est envisageable. Le gouvernement central peut prendre le contrôle de la police catalane («Los Mossos»), adopter des mesures budgétaires, dissoudre le Parlement régional. Il pourrait aussi dépêcher à Barcelone des fonctionnaires au «profil technique» pour prendre les commandes de postes clés.

L'exécutif madrilène devrait aussi convoquer des élections régionales. Cette mesure serait susceptible de rassurer une partie des Catalans.

Une fois les mesures décidées par l'exécutif, elles devront être votées par le Sénat. Selon nos informations, ce vote n'aurait pas lieu avant la fin du mois. Il faudra, au moins, des débats en commission où Puigdemont pourrait être invité. «*Cette manière de faire, ferme mais peu empressée, offre à Carles Puigdemont un dernier délai pour faire marche arrière*», dit une source.

Saut dans le vide

L'article 155, inspiré de la Constitution allemande, est l'arme «ultime» contre les séparatistes. Mais elle n'a jamais été utilisée. C'est un saut dans le vide. «*Le gouvernement utilisera tous les moyens en son pouvoir pour rétablir dans les plus brefs délais la légalité et l'ordre constitutionnel*», insiste le porte-parole du gouvernement espagnol, Inigo Mendez de Vigo.

Cette prise de contrôle par l'État central risque de braquer encore plus les indépendantistes. Le conflit actuel est né de l'annulation par la Justice, en 2010, d'une partie de l'autonomie de la Catalogne.

Carles Puigdemont a répondu de manière sibylline à l'ultimatum, menaçant Rajoy d'un vote au Parlement catalan.

«*Si le gouvernement de l'État persiste à empêcher le dialogue et poursuivre la répression, le Parlement de Catalogne pourra procéder, s'il l'estime opportun, au vote d'une déclaration formelle d'indépendance qu'il n'a pas votée le 10 octobre*», a écrit Puigdemont.

Le Premier ministre espagnol n'a pas répondu aux offres de dialogue avancées par les indépendantistes. En dernier recours, Rajoy a proposé à l'exécutif catalan de convoquer des élections, ce qui aurait été interprété comme un retour à la légalité. Mais Carles Puigdemont n'a pas donné de suite.

L'Europe soutient Madrid. Le sommet européen de jeudi et vendredi à Bruxelles doit renforcer le Premier ministre espagnol.

Tous les États européens sont-ils derrière lui? Pas exactement. Le gouvernement belge, tiraillé entre son aile libérale et les nationalistes de la N-VA, s'est montré très critique à l'encontre de la répression menée par les policiers espagnols contre les Catalans lors du référendum du 1^{er} octobre (voir ci-contre).

Nul doute que Charles Michel et Mariano Rajoy, assis l'un à côté de l'autre durant le sommet, ont trouvé des choses à se dire.

Une période d'instabilité

Lors du référendum jugé illégal, 90% des participants se sont prononcés pour l'indépendance de la Catalogne. Depuis lors, Madrid refuse de dialoguer avec les indépendantistes, qu'elle qualifie de «hors-la-loi».

Les deux leaders du mouvement séparatiste, Jordi Sanchez et Jordi Cuixart, ont été arrêtés lundi par la Justice espagnole après qu'une manifestation ait mal tourné, le 20 septembre. Les Catalans considèrent qu'il s'agit de «*prisonniers politiques*». Madrid voit en eux des «*délinquants de droit commun*».

Les économies espagnoles et catalanes subissent de plein fouet cette période d'instabilité. Depuis la déclaration d'indépendance, plus de 600 entreprises ont quitté la Catalogne. Le tourisme a reculé de 15% dans la région.

L'éventualité d'une intervention directe de Madrid en Catalogne par le gouvernement Rajoy a rendu du baume à la Bourse espagnole.

«Le gouvernement utilisera tous les moyens en son pouvoir pour rétablir dans les plus brefs délais la légalité et l'ordre.»

INIGO MENDEZ DE VIGO
PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT
ESPAGNOL